



La sous-alimentation dans le monde en 2013

Des progrès continuent à être enregistrés...

D'après les estimations les plus récentes de la FAO, 842 millions de personnes dans le monde, soit 12 pour cent de la population mondiale, n'étaient pas en mesure de satisfaire leurs besoins énergétiques alimentaires sur la période 2011-2013, ce qui représente une baisse par rapport au chiffre de 868 millions communiqué dans le précédent rapport pour 2010-2012. Environ une personne sur huit dans le monde aurait donc

vécu en situation de faim chronique, ne disposant pas de suffisamment de nourriture pour mener une vie active et saine. La grande majorité des personnes souffrant de la faim, soit 827 millions d'individus, vivent dans des régions en développement, où la prévalence de la sous-alimentation est estimée à 14,3 pour cent de la population en 2011-2013 (tableau 1).

TABLEAU 1

La sous-alimentation dans le monde de 1990-1992 à 2011-2013

| | Nombre de personnes sous-alimentées (en millions) et prévalence de la sous-alimentation (en %) | | | | |
|------------------------------------|--|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| | 1990-92 | 2000-2002 | 2005-07 | 2008-10 | 2011-13* |
| MONDE | 1 015,3 18,9% | 957,3 15,5% | 906,6 13,8% | 878,2 12,9% | 842,3 12,0% |
| RÉGIONS DÉVELOPPÉES | 19,8 <5% | 18,4 <5% | 13,6 <5% | 15,2 <5% | 15,7 <5% |
| RÉGIONS EN DÉVELOPPEMENT | 995,5 23,6% | 938,9 18,8% | 892,9 16,7% | 863,0 15,5% | 826,6 14,3% |
| Afrique | 177,6 27,3% | 214,3 25,9% | 217,6 23,4% | 226,0 22,7% | 226,4 21,2% |
| Afrique du Nord | 4,6 <5% | 4,9 <5% | 4,8 <5% | 4,4 <5% | 3,7 <5% |
| Afrique subsaharienne | 173,1 32,7% | 209,5 30,6% | 212,8 27,5% | 221,6 26,6% | 222,7 24,8% |
| Asie | 751,3 24,1% | 662,3 18,3% | 619,6 16,1% | 585,5 14,7% | 552,0 13,5% |
| Caucase et Asie centrale | 9,7 14,4% | 11,6 16,2% | 7,3 9,8% | 7,0 9,2% | 5,5 7,0% |
| Asie de l'Est | 278,7 22,2% | 193,5 14,0% | 184,8 13,0% | 169,1 11,7% | 166,6 11,4% |
| Asie du Sud-Est | 140,3 31,1% | 113,6 21,5% | 94,2 16,8% | 80,5 13,8% | 64,5 10,7% |
| Asie du Sud | 314,3 25,7% | 330,2 22,2% | 316,6 19,7% | 309,9 18,5% | 294,7 16,8% |
| Asie de l'Ouest | 8,4 6,6% | 13,5 8,3% | 16,8 9,2% | 19,1 9,7% | 20,6 9,8% |
| Amérique latine et Caraïbes | 65,7 14,7% | 61,0 11,7% | 54,6 9,8% | 50,3 8,7% | 47,0 7,9% |
| Caraïbes | 8,3 27,6% | 7,2 21,3% | 7,5 21,0% | 6,8 18,8% | 7,2 19,3% |
| Amérique latine | 57,4 13,8% | 53,8 11,0% | 47,2 9,0% | 43,5 8,0% | 39,8 7,1% |
| Océanie | 0,8 13,5% | 1,2 16,0% | 1,1 12,8% | 1,1 11,8% | 1,2 12,1% |

Note: * projections.
Source: FAO.

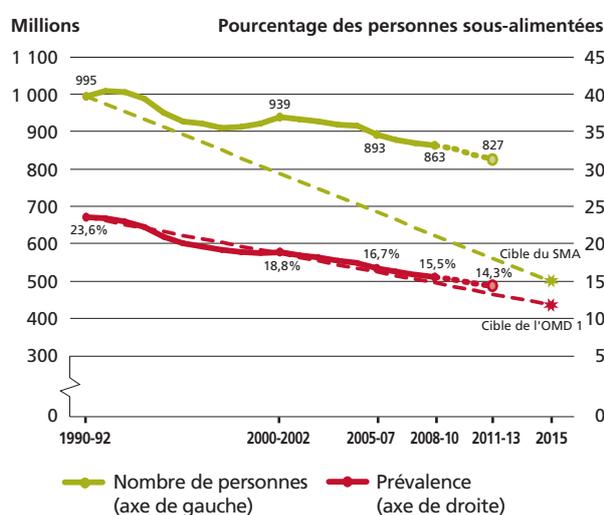


...mais restent globalement insuffisants pour que l'on atteigne les objectifs de réduction de la faim

Même si la baisse du nombre estimé de personnes sous-alimentées s'est poursuivie, son rythme semble insuffisant pour que l'on atteigne les objectifs internationaux de réduction de la faim. Les progrès accomplis dans ce domaine sont mesurés par rapport à deux cibles: celle fixée lors du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) de 1996, qui est de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim, et celle associée au premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD 1, cible C) de 2001, à savoir réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim. Les deux cibles ont comme point de départ l'année 1990 et comme date butoir l'année 2015. Compte tenu du taux de croissance démographique souvent élevé dans de nombreux pays touchés par la faim, la cible la plus ambitieuse est celle du Sommet mondial de l'alimentation. La courbe représentant le progrès effectif s'écarte donc plus rapidement de la ligne de visée de cette cible que ce n'est le cas pour l'OMD 1, du moins pour les régions en développement prises dans leur ensemble (figure 1). Pour atteindre la cible du Sommet mondial de l'alimentation, il faudrait parvenir à réduire de 498 millions le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici à 2015, un chiffre inatteignable à l'échelle mondiale. Cependant, individuellement, de nombreux pays sont sur la bonne voie: de fait, 18 pays^{1*} avaient déjà atteint cette cible en

FIGURE 1

La sous-alimentation dans les régions en développement: lignes de visée des cibles de l'OMD 1 et du SMA, et progrès effectifs



Note: Les données de 2011-2013 présentées dans tous les graphiques sont des estimations provisoires.
Source: FAO.

2012, et leur réussite a été officiellement saluée durant la Conférence de la FAO de 2013.



La cible C de l'OMD 1 peut encore être atteinte, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires

La cible C de l'OMD 1, à savoir réduire de moitié de la proportion de la population qui souffre de la faim, est moins ambitieuse que celle du Sommet mondial de l'alimentation, et la déviation par rapport à la ligne de visée est relativement

faible (figure 1). D'après le mode d'évaluation actuel, la sous-alimentation touchait environ 24 pour cent de la population des régions en développement dans les années 1990-1992, ce qui fixe la cible de l'OMD à 12 pour cent. Si la

* Toutes les notes et références sont indiquées à la fin du rapport (pages 57-58).

baisse annuelle moyenne enregistrée ces 21 dernières années se poursuit jusqu'en 2015, la prévalence de la sous-alimentation dans les régions en développement devrait atteindre 13 pour cent, soit un niveau à peine supérieur à la cible de l'OMD. Il reste pourtant possible d'atteindre cette cible, à condition de consentir des efforts supplémentaires pour faire reculer la faim, en répondant aux besoins immédiats, mais aussi en soutenant les progrès à long terme.

L'échéance approchant à grands pas, on a besoin de programmes qui donneront rapidement des résultats. Les mesures qui visent à améliorer l'accès à la nourriture au moyen de filets de sécurité et les interventions similaires ont ce potentiel. Elles préludent également à des effets favorables à plus long terme sur les disponibilités alimentaires parce qu'elles augmentent la demande locale et, de ce fait, stimulent la production vivrière. Les programmes de ce type comprennent notamment les transferts monétaires et les systèmes de transferts monétaires et de bons. Leurs premiers résultats laissent penser qu'ils peuvent déboucher non seulement sur une augmentation de la consommation, mais aussi sur une hausse des investissements dans les actifs agricoles, notamment l'outillage et le bétail, et sur un accroissement du volume de vivres issu de la production personnelle. On a également constaté qu'ils pouvaient avoir d'importants effets multiplicateurs sur le revenu par le jeu des liens entre commerce et production. À plus long terme, ils peuvent avoir des retombées bénéfiques, la demande

créée au moyen des filets de sécurité stimulant la production alimentaire des petits exploitants et profitant ainsi à la fois aux consommateurs pauvres et aux producteurs pauvres. Ces programmes sont la pierre angulaire de l'action sur deux fronts destinée à réduire la faim car, en stimulant la demande de produits alimentaires, ils créent une incitation à augmenter la production et ouvrent davantage de débouchés générateurs de revenu aux petits exploitants.

Pour assurer la viabilité sur le long terme des actions de renforcement de la demande, il convient de leur adjoindre des mesures efficaces visant l'offre. Ce point revêt une importance particulière lorsque les programmes de réduction de la faim ciblent de grandes populations rurales qui n'ont pas accès à des infrastructures matérielles et institutionnelles adéquates. L'édition 2012 de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* plaidait vigoureusement en faveur d'un investissement dans l'agriculture pour réduire la pauvreté et la faim. Ce rapport démontrait qu'investir dans l'agriculture contribuait grandement à renforcer la sécurité alimentaire, ce qui contribuait ensuite à favoriser la diversification et la croissance de l'économie. L'augmentation de la productivité agricole entraîne un accroissement des revenus et ouvre des débouchés rémunérateurs à des groupes de population qui, sans cela, se trouveraient démunis, offrant un moyen avéré d'échapper au piège de la pauvreté dans de nombreuses régions rurales.



De grandes différences persistent entre les régions en matière de sous-alimentation

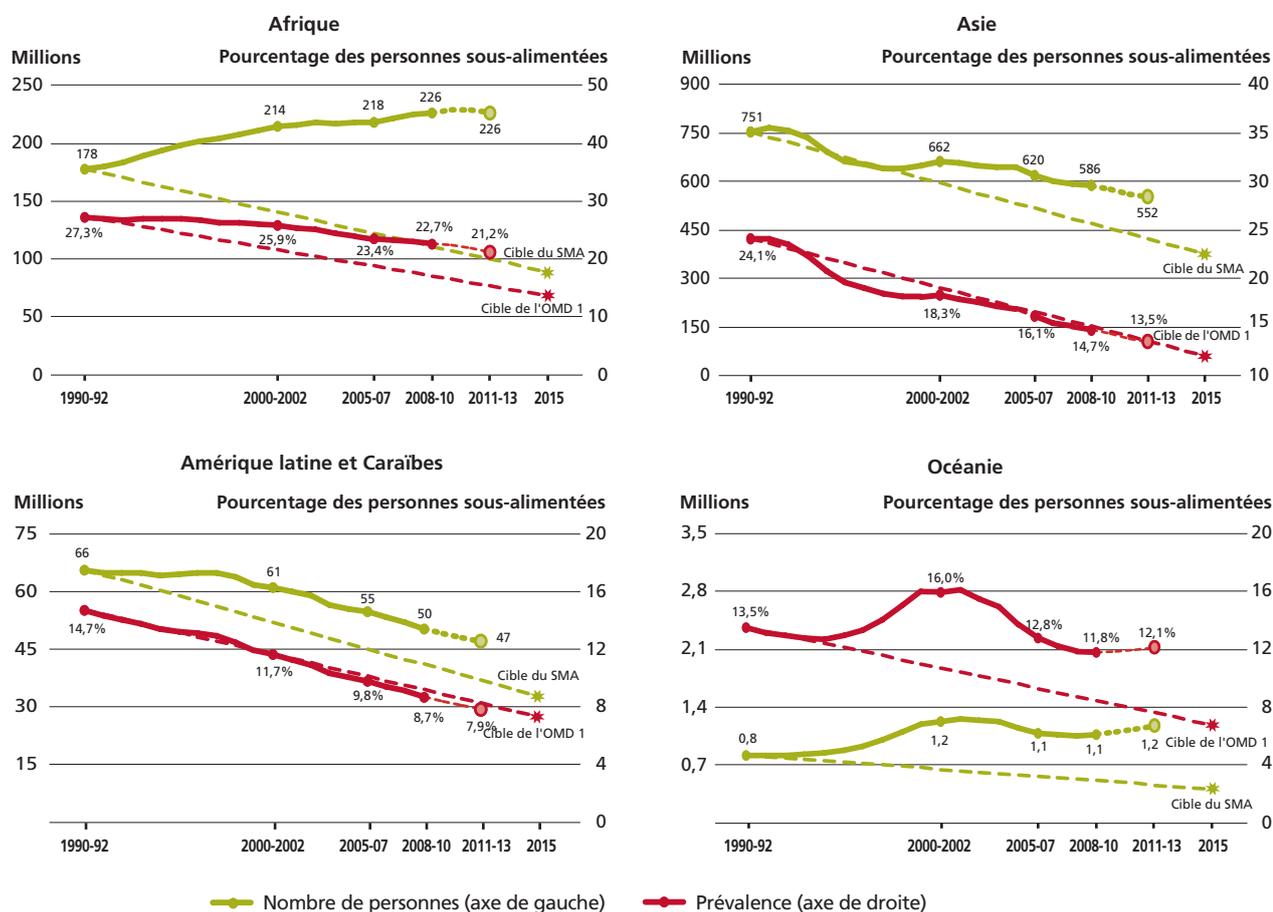
L'Afrique reste la région qui présente la prévalence de la sous-alimentation la plus élevée, puisqu'on estime qu'environ une personne sur quatre y est sous-alimentée. Les niveaux de sous-alimentation et l'évolution de ce fléau varient à l'intérieur du continent. L'Afrique subsaharienne accuse la prévalence la plus élevée, même si la situation s'est quelque peu améliorée depuis une vingtaine d'années avec une baisse de 32,7 pour cent à 24,8 pour cent. L'Afrique du Nord, en revanche, affiche une prévalence de la sous-alimentation bien plus faible et des progrès bien plus rapides. Dans l'ensemble, la région est encore loin de la cible de l'OMD relative à la réduction de la faim, car les progrès sont insuffisants dans le nord comme dans le sud du continent (figure 2).

La plupart des pays asiatiques ont enregistré une réduction importante à la fois du nombre et de la proportion de

personnes sous-alimentées, notamment en Asie du Sud-Est, encore que les progrès aient été plus lents en Asie du Sud, surtout en ce qui concerne le nombre de personnes sous-alimentées. La prévalence de la sous-alimentation est plus faible en Asie de l'Ouest que dans d'autres parties de la région, mais elle augmente régulièrement depuis 1990-1992. C'est l'Asie du Sud-Est, avec une chute de la prévalence de 31,1 pour cent à 10,7 pour cent, qui a enregistré les progrès les plus rapides, suivie par l'Asie de l'Est. La région Asie dans son ensemble n'est pas loin d'avoir atteint la cible de l'OMD relative à la réduction de la faim. Le Caucase, l'Asie centrale, l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud-Est l'ont déjà atteinte. Quant à l'Amérique latine et aux Caraïbes, elles sont sur le point d'y arriver (figure 3).

FIGURE 2

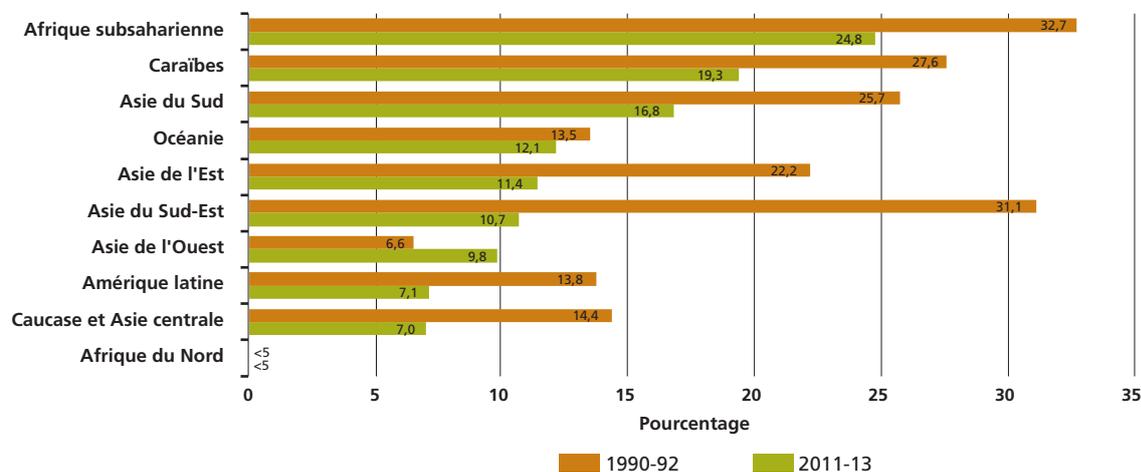
Fortes disparités régionales dans les progrès accomplis au regard des cibles de l'OMD 1 et du SMA relatives à la faim



Source: FAO.

FIGURE 3

Tendances de la sous-alimentation: des progrès dans presque toutes les régions, mais à des rythmes très différents



Source: FAO.



Pourquoi les tendances diffèrent-elles d'une région à l'autre?

Les progrès accomplis dans la réduction de la faim sont le reflet des particularités des pays et des régions concernant les conditions économiques, les infrastructures, l'organisation de la production alimentaire, l'existence d'une couverture sociale et la stabilité politique et institutionnelle. En Asie de l'Ouest, l'aggravation du phénomène de sous-alimentation semble principalement liée à l'inflation des prix des aliments et à l'instabilité politique. En Afrique du Nord, où les progrès ont été modestes, ce sont ces mêmes facteurs qui sont en jeu. Le manque de ressources naturelles (notamment de terres agricoles de bonne qualité et de ressources en eau renouvelables) brida aussi le potentiel de production vivrière de ces régions. Pour satisfaire les besoins alimentaires de leurs populations en expansion rapide, elles n'ont pas eu d'autre choix que d'importer de grandes quantités de céréales. Une partie de ces importations est financée par les exportations de pétrole: en résumé, ces régions exportent des hydrocarbures et importent des hydrates de carbone

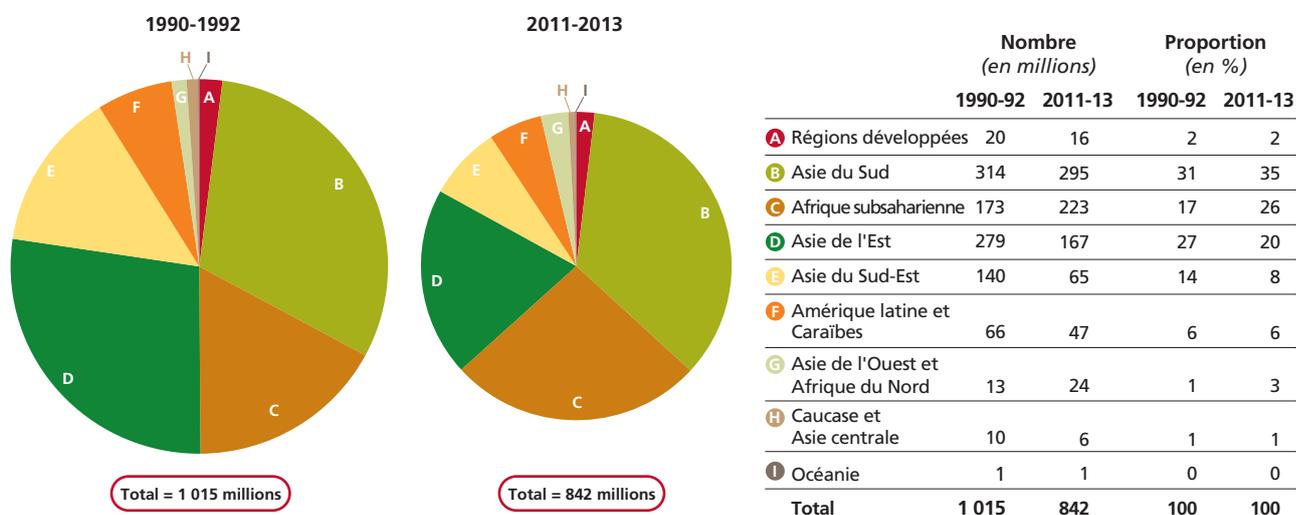
pour assurer leur sécurité alimentaire. Au niveau national, des subventions importantes et non ciblées rendent les produits alimentaires et l'énergie plus abordables.

La dépendance de ces régions à l'égard des importations de produits alimentaires et des exportations de pétrole les expose aux fluctuations des prix sur les marchés mondiaux des produits. Les pays où la sécurité alimentaire est la plus précaire sont ceux où les produits des exportations d'hydrocarbures ont diminué ou se sont taris, ceux où les subventions alimentaires diminuent à mesure que les déficits budgétaires se creusent, ou bien ceux où les troubles civils ont désorganisé les chaînes alimentaires intérieures.

Si, au niveau global, on a enregistré une baisse du nombre de personnes sous-alimentées entre 1990-1992 et 2011-2013 (figure 4), à l'échelle régionale, les rythmes de progression sont inégaux et redessinent la carte mondiale de la sous-alimentation. La majorité des personnes sous-alimentées dans le monde se trouvent toujours en Asie du Sud, suivie de près par l'Afrique subsaharienne et l'Asie de l'Est.

FIGURE 4

Évolution de la répartition de la faim dans le monde
Nombre et proportion de personnes sous-alimentées par région, 1990-1992 et 2011-2013



Note: La taille des différents secteurs des diagrammes est proportionnelle au nombre total de personnes sous-alimentées, au cours de chaque période. Tous les chiffres sont arrondis. Source: FAO.

À l'inverse, l'Asie du Sud-Est et l'Asie de l'Est sont les régions qui ont vu leur part régionale diminuer le plus fortement; il en va de même, quoique dans une moindre mesure, de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que du Caucase et de l'Asie centrale. Dans le même temps, la part de l'Asie du Sud, de l'Afrique subsaharienne, de l'Asie de l'Ouest et de l'Afrique du Nord a augmenté.

De nombreux pays ont enregistré une croissance économique plus soutenue ces dernières années, laquelle apparaît comme un facteur essentiel des progrès accomplis dans la lutte contre la faim. Pourtant, des contraintes structurelles empêchent la croissance de tenir toutes ses promesses. Le problème le plus important est sans doute celui des infrastructures, souvent terriblement inadéquates, une plaie commune à de vastes territoires de l'Afrique rurale. Cependant, l'amélioration substantielle des communications et l'élargissement de l'accès aux technologies de l'information pourraient avoir contribué, dans une certaine mesure, à lever les obstacles liés aux infrastructures classiques et avoir favorisé l'intégration des marchés. L'autre signe encourageant est la reprise de la croissance de la productivité agricole, soutenue par l'augmentation de l'investissement public, les incitations créées par la hausse des prix des produits alimentaires et le regain d'intérêt des investisseurs privés pour l'agriculture. Dans certains pays, les envois de fonds des migrants ont contribué à doper la croissance intérieure. Ces envois de fonds sont venus accroître les investissements à petite échelle, ce qui a été particulièrement bénéfique à la croissance dans les endroits où la production et la distribution de produits alimentaires

reposaient encore sur des petits réseaux locaux. C'est particulièrement vrai des pays d'Afrique subsaharienne, où la conjonction de rendements agricoles en hausse et d'une production animale accrue a conduit à un recul de la sous-alimentation.

De nombreux pays d'Asie de l'Est ont profité d'une croissance économique soutenue et souvent rapide. En règle générale, ils ont moins souffert des ralentissements de l'activité économique qui ont frappé de plein fouet de nombreux autres pays en développement au cours de la dernière décennie ainsi que les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à la fin des années 2000. Les pays d'Asie du Sud-Est ont bénéficié d'envois de fonds substantiels en provenance des pays occidentaux et de certains pays riches en pétrole d'Asie de l'Ouest. Ces transferts ont souvent donné lieu à des investissements à petite échelle dans des secteurs comme l'agriculture et la construction. Une robuste croissance des revenus conjuguée à une réactivité relativement importante de la demande et à des politiques de renforcement de la productivité agricole ont contribué à réduire le poids de la sous-alimentation dans ces régions.

Des facteurs similaires semblent expliquer les progrès satisfaisants enregistrés par la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, où les principales sources de progrès ont été la croissance économique, la stabilité politique et institutionnelle, et les incitations visant à accroître la productivité agricole et à favoriser le développement économique en général.



Quel a été l'impact de l'instabilité des prix observée ces dernières années?

L'évolution des estimations de prévalence de la sous-alimentation révèle les tendances en matière de faim chronique. Compte tenu des caractéristiques des données sur lesquelles il repose, l'indicateur de prévalence de la sous-alimentation ne rend pas compte des variations graves mais brèves des taux de malnutrition qui suivent les changements conjoncturels de l'environnement économique. Les fortes fluctuations des prix des produits alimentaires de base observées depuis 2008, fréquemment mesurées par l'indice FAO des prix des produits alimentaires, sont un exemple prégnant de ce type de chocs de courte durée. L'incidence des fluctuations des prix et des revenus sur la sécurité alimentaire des populations pauvres et

souffrant de la faim est bien plus importante que ne le laisse entrevoir l'évolution régulière de la prévalence de la sous-alimentation. Cependant, les données récentes relatives aux indices des prix à la consommation (IPC) des produits alimentaires mondiaux et régionaux indiquent que les flambées de prix sur les produits de base ont généralement peu d'effet sur les prix à la consommation et que les fluctuations de ces derniers ont été beaucoup plus faibles que celles qui ont frappé les producteurs agricoles ou qui ont été enregistrées sur les marchés internationaux.

Globalement, l'analyse des nouvelles données sur les prix à la consommation des produits alimentaires débouche sur deux grandes constatations.

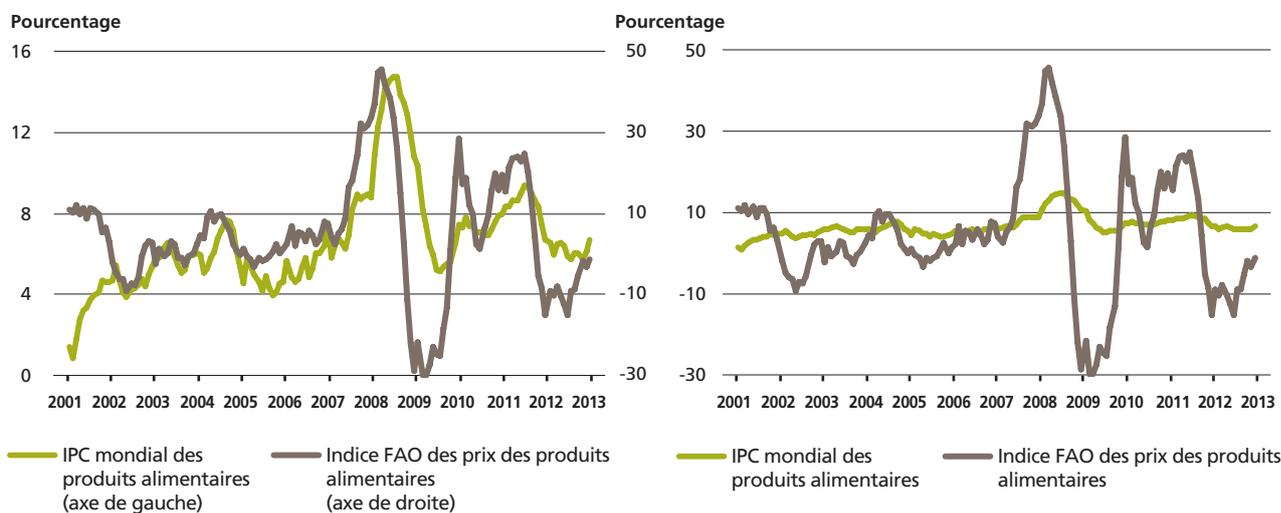
La première est que les hausses de l'indice des prix des produits alimentaires ne se répercutent que de manière très limitée sur les prix à la consommation, et ce avec un décalage de quelques mois. Le décalage dans la répercussion des prix internationaux (tels que restitués par l'indice des prix des produits alimentaires) sur les prix à la consommation (indices des prix à la consommation des produits alimentaires) s'explique dans une large mesure par le temps nécessaire pour récolter et acheminer les produits de base, puis les transformer en produits alimentaires finals destinés aux consommateurs. On peut mettre ce décalage en évidence en représentant les deux indicateurs à des échelles différentes (figure 5, graphique de gauche). Quant au caractère limité de la répercussion, il s'explique par la combinaison des facteurs déterminant la répercussion verticale des prix dans chaque économie alimentaire, tels que les taux de marge du transport, de la transformation et de la commercialisation, et par d'éventuelles subventions au niveau des consommateurs. Cette faible répercussion des prix apparaît très distinctement lorsque les deux indicateurs sont représentés à la même échelle (figure 5, graphique de droite).

La seconde constatation est que les différences régionales dans la répercussion des prix sont étonnamment faibles. En d'autres termes, même dans les régions caractérisées par des filières courtes et une production de subsistance importante, les variations des prix à la production pour les denrées de base n'ont qu'un effet limité sur les prix finals à la consommation (figure 6). La seule exception notable est l'Afrique de l'Est, où l'on observe une forte répercussion des prix et où les consommateurs ont été particulièrement exposés aux fluctuations des prix des produits alimentaires de base. Il en va de même des pays à faible revenu importateurs de denrées alimentaires, dans lesquels les consommateurs pauvres consacrent parfois plus de 75 pour cent de leur budget à la nourriture; dans ces pays, les hausses des prix à la production peuvent limiter considérablement la capacité des consommateurs à satisfaire leurs besoins alimentaires.

En outre, l'incidence des fluctuations de prix sur la sous-alimentation peut être réduite si les consommateurs se tournent vers d'autres produits alimentaires. Lorsque les prix augmentent, les consommateurs abandonnent couramment

FIGURE 5

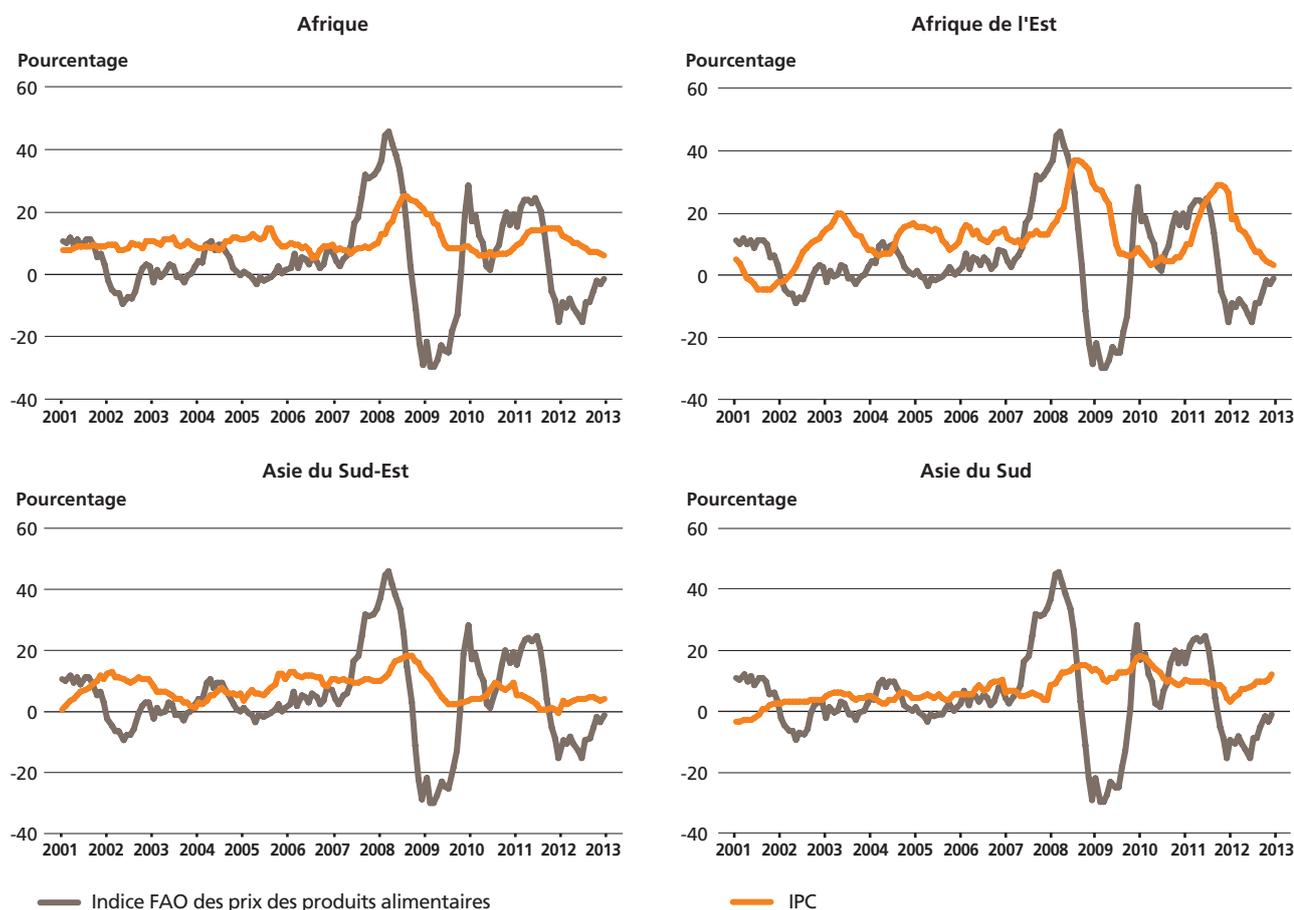
Les prix à la consommation locaux des produits alimentaires varient bien moins que les prix internationaux à la production, et avec un temps de retard



Source: FAO.

FIGURE 6

Indice mondial des prix des produits alimentaires et indices régionaux des prix à la consommation



Source: FAO.

les denrées les plus onéreuses et les plus intéressantes sur le plan nutritionnel au profit de produits meilleur marché, mais souvent de moindre qualité nutritionnelle. Les consommateurs parviennent ainsi à préserver leur apport énergétique alimentaire, mais en accroissant le risque de développer d'autres formes de malnutrition, comme les carences en micronutriments. Le fait de consommer des aliments de moindre qualité nutritionnelle peut avoir des effets nocifs à long terme sur l'utilisation des aliments et entraîner une dénutrition (pour une définition de ces termes, voir *Annexe 3: Glossaire de termes utilisés dans le rapport*). La santé et la productivité des personnes peuvent

également s'en ressentir. Cependant, il est peu probable que l'indicateur de prévalence de la sous-alimentation rende compte de ces évolutions: en effet, une quasi-stabilité de la prévalence de la sous-alimentation peut masquer des changements dans d'autres formes de malnutrition. On le voit, la sécurité alimentaire est une question complexe, qui nécessite une approche globale pour être mesurée. La section suivante examine ce type d'approche et présente un ensemble d'indicateurs qui dressent un tableau plus complet des diverses causes ou déterminants de la sécurité alimentaire, ainsi que de ses manifestations ou de ses résultats.



Messages clés

- D'après les estimations, en 2011-2013, 842 millions de personnes dans le monde, soit environ une personne sur huit, souffraient de faim chronique, c'est-à-dire qu'elles ne recevaient pas assez de nourriture de façon régulière pour mener une vie active. Ce chiffre est inférieur aux 868 millions de personnes dans cette situation en 2010-2012. Depuis 1990-1992, le nombre total de personnes sous-alimentées a baissé de 17 pour cent.
- Les régions en développement prises dans leur ensemble ont enregistré des avancées considérables au regard de la cible de l'OMD 1 relative à la réduction de la faim. Si la baisse annuelle moyenne enregistrée ces 21 dernières années se poursuit jusqu'en 2015, la prévalence de la sous-alimentation devrait s'établir à un niveau proche de celui de la cible. Pour atteindre celle-ci, il faudrait consentir immédiatement des efforts supplémentaires considérables.
- La croissance économique peut se traduire par une augmentation des revenus et une réduction de la faim, mais son intensification ne profite pas forcément à tous. Elle n'aboutit pas nécessairement à la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité, sauf si l'on met en place des politiques qui ciblent spécialement les pauvres, notamment dans les zones rurales. Dans les pays pauvres, seule une croissance non seulement durable mais aussi largement partagée permettra de réduire la faim et la pauvreté.
- Même si globalement la situation s'est améliorée, des écarts importants persistent entre les régions. L'Afrique subsaharienne est celle où la prévalence de la sous-alimentation reste la plus élevée, avec cependant de modestes progrès ces dernières années. Les progrès sont inexistantes en Asie de l'Ouest et restent lents en Asie du Sud et en Afrique du Nord. En revanche, la plupart des pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est ainsi que d'Amérique latine ont enregistré une nette réduction à la fois du nombre de personnes sous-alimentées et de la prévalence de la sous-alimentation.
- Les fluctuations des prix et des revenus peuvent fortement affecter les pauvres et les personnes souffrant de la faim. Cependant, les données récentes relatives aux indices des prix à la consommation des produits alimentaires mondiaux et régionaux indiquent que les flambées de prix sur les marchés des produits de base ont eu un effet limité sur les prix à la consommation et que les fluctuations de ces derniers ont été plus faibles que celles qui ont frappé les producteurs. Il reste que, lorsque les prix augmentent, les consommateurs se tournent couramment vers des aliments meilleur marché, mais de moindre qualité nutritionnelle, ce qui augmente le risque de voir se développer des carences en micronutriments et d'autres formes de malnutrition, qui peuvent avoir des effets néfastes à long terme sur la santé, le développement et la productivité des personnes.